



RDSP 6288



Béthune, le vendredi 5 avril 2024

M. Olivier GACQUERRE,
Président de la Communauté d'Agglomération Béthune Bruay,
Artois Lys Romane
Hôtel Communautaire
62400 BETHUNE

Objet : Objet : Préavis de grève reconductible de 0 h à 24 h du 11 au 30 avril 2024

Monsieur le Président,

Le syndicat CGT des Territoriaux de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane relayant l'appel de la Fédération CGT des services publics et de la Coordination Syndicale Départementale des syndicats CGT des Services Publics du Pas de Calais dépose par la présente un préavis de grève reconductible de 0 h à 24 h pour les journées du 11 au 30 avril 2024 pour l'ensemble des agents des collectivités et établissements publics territoriaux.

Le 19 avril les agentes et les agents des trois versants de la Fonction publique - État, Territoriale, Hospitalière - se sont massivement mobilisés à l'appel de toutes les organisations syndicales. Ce sont plus de 100 000 agents publics et fonctionnaires qui ont manifesté ou se sont rassemblés dans plus de 130 manifestations et rassemblements. Dans plusieurs secteurs, les taux de grévistes ont dépassé les 30%. Elles et ils ont dit leur refus de voir leur pouvoir d'achat encore se dégrader par une année 2024 sans aucune augmentation générale. Et ce ne sont pas les 25 euros bruts concédés par 5 points d'indice de rémunération, qui en dehors de ne pas régler la perte subie depuis de trop nombreuses années et de compenser l'inflation, continue de « tasser » les grilles. La seule solution pour revaloriser valablement et en rattrapage de l'inflation, c'est l'augmentation du point d'indice à 6 € ! Pour les fonctionnaires et agents publics, l'urgence c'est les salaires.

De plus, loin d'annoncer les milliers de créations d'emplois indispensables pour l'accomplissement des missions publiques et l'amélioration des conditions de travail, ou de proposer un plan de résorption de la précarité, qui sont pourtant, avec l'augmentation des salaires, des leviers forts pour augmenter l'attractivité de notre champ professionnel, vous projetez une nouvelle loi « Fonction Publique ».

Ce projet de loi, s'il doit poursuivre l'entreprise de démolition du statut général de la Fonction publique, s'il doit déréglementer et désorganiser les services dans les collectivités et établissements publics, s'il doit réduire encore les droits des fonctionnaires et des agents publics, s'il doit réduire le droit d'intervention des représentants du personnel, ne résoudra en rien le déficit d'attractivité des services publics territoriaux et de toute la Fonction publique.

Ce dont ont besoin les fonctionnaires et agents publics, ce sont les moyens nécessaires pour accomplir leurs missions de service public dans de bonnes conditions, pour les usagers et usagères comme pour eux-mêmes, ce qui s'oppose aux coupes budgétaires dans les crédits socialement utiles que le gouvernement par son ministre du budget met en œuvre pour 2024 et prévoit pour 2025.

Ils et elles n'ont pas besoin de rémunérations « au mérite », porte ouverte à tous les clientélismes, à l'aggravation des discriminations faites aux femmes, par l'accroissement des primes ne comptant pas pour la retraite de surcroît.

Vous et vos collègues du gouvernement devez entendre cette forte colère et rompre avec les politiques d'austérité, les effets d'annonce sans consultation, sans concertation et sans négociation, à l'instar de l'expérimentation de la semaine en 4 jours.

Pour que nos services publics territoriaux redeviennent attractifs, en plus des mesures de revalorisation générale des salaires, il est nécessaire d'engager des négociations sur la refonte des grilles salariales, indispensables pour une reconnaissance juste des qualifications et de l'expérience, une revalorisation des métiers à prédominance féminine, un déroulé de carrière respectueux de notre statut avec à chaque échelon un gain conséquent de rémunération.

La fédération CGT des Services publics, la Coordination syndicale départementale CGT du Pas-De-Calais et les Territoriaux de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane soutiennent toutes les initiatives mises en œuvre par les fonctionnaires territoriaux, agent.es publics, salarié.es du secteur privé de l'eau, du logement social et de la thanatologie pour gagner sur leurs revendications locales et nationales.

La fédération CGT des Services publics, la CSD CGT 62 et les Territoriaux de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane restent déterminés pour porter avec les agent-es et salarié-es du champ fédéral leurs revendications et s'inscrivent dans tous les appels à grève, mobilisations, manifestations.

Non seulement nous ne tournons pas la page mais nous restons déterminés à lutter pour la justice sociale. La mobilisation et l'engagement contre toutes les réformes et projets de réformes injustes, infondées et inefficaces sont à l'ordre du jour. A cet effet, la fédération CGT des services publics, la CSD CGT 62 et les Territoriaux de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane appellent l'ensemble des fonctionnaires, agent-es publics et salarié.es de notre champ privé à se mobiliser pour :

- L'augmentation générale des salaires ;
- L'augmentation immédiate de 10 % du point d'indice de rémunération des fonctionnaires et son augmentation à six euros (6 €) en 2024 ;
- la revalorisation immédiate de 10 % des pensions et un niveau de pension (taux de remplacement) d'au moins 75 % du revenu d'activité pour une carrière complète ;
- L'abrogation de la loi portant réforme des retraites ;
- L'égalité salariale femmes-hommes, mesures essentielles pour lutter contre l'inflation, et financer les retraites.
- l'abrogation de la loi dite de transformation de la Fonction publique.
- Dans le cadre de la campagne revendicative « 10 % pour la Fonction publique » : 10 % de temps de travail en moins, 10 % d'effectif en plus, 10 % de temps de formation ;
- le maintien, l'amélioration, le renforcement de l'ensemble de nos services publics et contre toutes les mesures les remettant en cause (privatisations, délégations de service public...)
- rejeter toutes formes d'individualisation des traitements et des carrières « au mérite » ;
- **toutes revendications locales des agents de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.**

C'est pour toutes ces raisons et pour porter toutes nos revendications que la fédération CGT des Services publics et la CSD CGT 62 et les Territoriaux de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane prennent une fois de plus leurs responsabilités en déposant un préavis de grève reconductible du **11 au 30 avril 2024, de 0 h à 24 h**, pour l'ensemble des agent-es de la Fonction publique territoriale et pour les salarié-es relevant de la partie privée de notre champ fédéral (entreprises de l'eau et de l'assainissement, thanatologie, secteur privé du logement social).

Notre organisation reste disponible pour toute négociation sur les revendications des personnels.

Pour cela, notre syndicat en appelle à votre soutien et demeure disponible pour toute rencontre qui permettrait d'en fixer les modalités.

Recevez, **Monsieur le Président**, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour le syndicat CGT,

Gabriel BRIQUET

Secrétaire Général

